

Notes de lecture 8

mai 2011

Les « Notes de lecture » sont une publication apériodique.

La France est-elle finie ?

Jean-Pierre Chevènement

Ed. Fayard

Notes de lecture de XYZ

Ce livre peut être lu comme composé de deux parties :

- la première, comme un livre d'histoire sur ces 40 dernières années, par un acteur qui les a vécues aux premiers rangs. A ce titre c'est une contribution tout à fait essentielle, voire indispensable, à la compréhension du monde contemporain.

- la seconde, comme un point de vue, et des propositions d'actions, avec lesquelles on n'est pas obligé d'être d'accord, avec lesquelles on peut même être en désaccord total, mais dont la discussion éclaire la première partie, et ne peut que consolider notre propre opinion sur les actions à entreprendre, ici et maintenant.

La France dont JPC se demande si elle est « finie » (morte) est celle de 1789 : la République. Elle a trouvé sa limite à Trafalgar (prééminence du monde anglo-saxon sur les mers, vecteur de la globalisation), elle a failli disparaître en juin 1940 (et le meilleur livre pour comprendre cet épisode est sans doute « *L'étrange défaite* » de Marc Bloch), pour finir par se rendre sans combattre et se dissoudre dans une Europe ultralibérale, contraire à ses aspirations. C'est sur ce dernier point que porte l'essentiel du livre. La France sortirait de l'Histoire, non parce qu'elle ne représente plus que 1% de l'humanité, mais par absence de volonté de vivre. Le traité de Maastricht serait une réplique de la capitulation de juin 1940, comme une résurgence du pétainisme.

Le postulat qui soutient toute son argumentation, et qui ne fera pas l'unanimité, est que l'État Nation, tel qu'inventé par la Révolution Française, est le niveau d'agrégation des groupes humains le plus pertinent pour agir sur l'histoire, voire le seul possible. Le peuple votant ses lois, et élisant ses représentants, serait la seule légitimité. Toutes les autres constructions ne peuvent qu'en procéder par délégation. Ainsi l'Europe, qui ne serait pas une Europe des nations européennes, ne serait qu'une construction contre nature, résultat de l'usurpation du pouvoir par des technocrates irresponsables. Ainsi toutes sortes d'instances supranationales : FMI, OMC... qui mènent l'humanité en troupeaux compacts comme à l'abattoir. Non seulement la France doit se ressaisir, mais elle doit le faire pour porter au monde, par son exemple, le message universaliste de la primauté de l'Etat-Nation, libre et responsable.

On voit qu'il faudrait pas mal nager à contre-courant. Mais peut être qu'une période de crise profonde, telle la notre, est propice à de tels changements de cap. En tout cas, un des obstacles les plus sérieux à surmonter est sans doute cette fameuse « haine de soi » française, qui n'est pas totalement élucidée dans ce livre.

L'universalisme de Montaigne disant : « Je suis homme en général et français par accident » ne devrait pas se pervertir en rejet de la Nation qui permet cette largeur de vue, sauf à viser derrière la Nation particulière le nationalisme en général, cause admise des maux du XXème siècle, voire (pour une certaine génération et une certaine classe) lui transférer la honte de s'être couché devant Hitler pour lui laisser les mains libres face aux rouges.

Chapitre I - 1971-1983 : *La gauche perd la bataille qu'elle n'a pas livrée.*

Ce chapitre explique un des points les plus obscurs de l'histoire française contemporaine : pourquoi l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981 (l'élection de François Mitterrand) n'a pas été le couronnement des espoirs des années 60 (davantage de justice sociale) mais le début de la « droitisation » de la politique française, dans le sillage de la droitisation générale du monde (dans l'axe Thatcher – Reagan).

Certes, François Mitterrand n'a jamais été un homme de gauche (il était simplement très intelligent, ce qui n'est pas synonyme... et passionné de pouvoir), mais ses supporters l'étaient, à commencer par le PCF. Lui-même ne croyait pas du tout à la possibilité d'un socialisme original à la française. Il réduisit les communistes à l'impuissance sur sa gauche, ce qui ne fut pas difficile avec l'aggiornamento de l'URSS pendant les années Soljenitsyne. Par pragmatisme il ne concevait pas de politique internationale autre qu'à la remorque des Etats-Unis. Antigaulliste jusqu'au bout des ongles, il était pénétré de la « petitesse de la France » au point de ne pas concevoir pour son pays d'autre ambition que de tâcher de « passer à travers les gouttes ». Cette conviction lui serait venue de la catastrophe de juin 1940, de son expérience de la captivité, puis de son passage par la « pétaudière » de Vichy, d'où également son obsession pour la question de la réunification allemande.

Insensible, par culture, aux questions économiques, soucieux de ne pas lâcher le gouvernail, il a préféré se laisser emporter par le vent dominant du libéralisme économique.

Les ravages de la grande dépression oubliés à l'Ouest, et le communisme complètement discrédité à l'Est, les conceptions simplistes des intégristes de l'infailibilité du marché (Hayek, Friedman) restaient seules en lice, pour accabler le keynésianisme et lui imputer les difficultés du moment, en occultant les acquis des « 30 glorieuses ». Le but non avoué était d'arbitrer le partage de la valeur ajoutée en faveur du capital, au détriment de la main-d'œuvre (qui n'est plus à ménager, maintenant que le spectre du communisme a disparu). Nos technocrates étaient convertis depuis longtemps à la politique « monétariste », bien dans l'air du temps. Nul n'entrevoit à l'époque les conséquences à long terme de ces choix.

Les monnaies flottaient depuis 1973 (ouverture de la boîte de Pandore par Nixon). Après les chocs pétroliers de 1973 et 1979, la banque centrale américaine, pour protéger les détenteurs de capitaux contre l'inflation, monte ses taux d'intérêt à 20%. Le mot « rigueur » (pas pour tout le monde) fait son apparition en mars 1982. La France compte 2 millions de chômeurs. En juin les salaires sont bloqués. En mars 1983 (après 22 mois) le tournant libéral est pris.

Chapitre II - 1983-1989 : *Bruxelles-Paris le chemin le plus court pour la normalisation libérale*

Pendant que les Français, le nez en l'air, contemplant leurs belles idées planer au firmament, on peut leur faire tranquillement les poches. D'autres ont une feuille de route précise : la Dame de fer a pour livre de chevet le bouquin de Hayek ; Helmut Kohl n'a qu'une stratégie : plaire aux américains pour mériter un jour la réunification.

L'Acte Unique, présenté comme une simple mise en musique du traité de Rome de 1957, est adopté les yeux fermés par des politiques qui, de toute façon, n'y comprennent rien. Il comporte 300 directives dont la très importante libéralisation totale des capitaux, (qui implique l'impossibilité pour tout pays de mener quelque politique industrielle que ce soit). La mise en œuvre en est surveillée par la Cour de justice des communautés européenne « avec un dogmatisme digne de l'Inquisition espagnole ». La Commission veille jalousement au respect des sacro-saintes « règles de la concurrence » (qui concrètement interdisent aux entreprises européennes de se regrouper, mais pas de se faire avaler, ex : l'affaire Alcan-Pechiney).

Le piège est bien fermé. Pour aménager ces traités il faudrait l'unanimité des pays européens, autant dire « quand les poules auront des dents ».

Voilà comment : « Bien loin de faire contrepoids au néolibéralisme anglo-saxon, l'Europe lui a servi de cheval de Troie sur le continent. »

Chapitre III - 1989-1995 : *Le pari Pascalien de François Mitterrand*

JPC emploie cet image du pari pascalien « si vous gagnez vous gagnez tout, si vous perdez vous ne perdez rien » pour illustrer le credo que François Mitterrand a voulu inculquer aux Français : les nations ne sont rien (impuissantes comme la France, et conduisant fatalement à des horreurs comme les 2 dernières guerres mondiales), au contraire l'Europe est Tout, porteuse d'infinis lendemains qui chantent. Avec un ressort (commun à tout habile politique) : oubliez vos souffrances que j'aggrave aujourd'hui, vous m'en remercirez demain.

Chapitre IV - 1916-1992 : *Aux racines du « pari pascalien » de François Mitterrand*

Ce chapitre, moins intéressant, tente de décrypter les motivations du Sphinx de l'Elysée.

Au-delà des vertus cardinales des notables de province : prudence et circonspection, la sublimation du patriotisme en un européanisme inconditionnel viendrait du traumatisme de juin 40. Pire que la déroute en 5 semaines de l'ex-première armée du monde, le traumatisme serait la révélation de la tentation de la défaite qui gangrenait les élites.

Chapitre V - 1990-2008 : *Le triomphe de l'inégalité*

Dans ce qui n'est plus les Etats unis d'Europe mais l'Europe des Etats-Unis, le programme de destruction des collectifs peut être mis à exécution : frein à l'effet redistribution de l'impôt, paupérisation et réduction à l'impuissance de l'Etat, dérégulation des principaux secteurs de l'économie. La part des salaires dans la production baisse de 10 % au profit du capital. Une rentabilité de 15% des capitaux est exigée. Alors que les gains de productivité et la croissance « naturelle » serait de 3%, cela se traduit par un transfert massif de l'économie réelle vers la finance, au détriment des investissements productifs : la finance sort davantage d'argent de la Bourse qu'elle n'en investit. Le haut management est acheté à coup de salaires faramineux, de stock-options et de parachutes dorés. Au prétexte que les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain, qui feront les emplois d'après-demain (exactement l'inverse de ce qu'on observe), le bon peuple est invité à se serrer la ceinture. Pour montrer qu'elle « est dans le coup » la gauche fait du zèle et, profitant de la confiance des couches populaires, accélère les privatisations (il est plus facile à un gouvernement de gauche d'appliquer une politique de droite).

La globalisation confronte l'Europe aux « mieux disant » paradis fiscaux, et autres enfers sociaux, qui détournent ses capitaux. L'Europe se désindustrialise et perd ses emplois, le chômage de masse et la précarité s'installent pour longtemps. Tous les « damnés de la Terre » seront bientôt logés à la même enseigne, seule une petite oligarchie mafieuse peut survivre à de telles conditions.

Chapitre VI - 1999-2008 : *Le retour de l'Allemagne*

Suite à la réunification, puis aux élargissements successifs, l'Europe se centre sur l'Allemagne dominante. L'Allemagne abandonne son profil bas d'après guerre. Elle trouve dans l'ancienne Europe de l'Est les réseaux de sous-traitants nécessaires à son industrie. Elle cherche le monopole des relations avec la Russie, d'où elle reçoit presque la moitié de son énergie, et dont elle détient la moitié des investissements étrangers.

Après avoir surmonté la honte des horreurs du IIIème Reich, l'Allemagne peut renouer tranquillement avec ses tropismes naturels. Elle intervient dans les Balkans. Un patriotisme économique assez semblable à celui du Japon lui fait choisir une croissance basée sur les exportations. La réputation du « made in Germany » lui permet de garder ses emplois locaux, mais la rend dépendante des achats des autres. 60% de ses gains à l'exportation sont réalisés dans la zone euro : la fourmi ne vit pas en autarcie, mais des dépenses des cigales.

De même, son patriotisme monétaire, avec sa peur atavique de l'inflation (due aux mauvais souvenirs de l'hyperinflation des années 30) ne lui a fait accepter l'Euro qu'à la condition que ce soit un super Deuche Mark. On lui doit le statu tout à fait particulier de la Banque Centrale Européenne, qui n'a de compte à rendre à aucune autorité politique, et n'a pour mission que de soutenir la valeur de l'Euro, quel qu'en soit le prix à payer par l'économie européenne, que ce soit en terme de croissance ou de chômage.

Il faut comprendre que le SME puis l'Euro ont subventionné pendant des années l'industrie exportatrice allemande en « plombant » le Deuche Mark (qui sinon se serait trop apprécié sur les marchés extérieurs, et encore plus sur le marché européen).

On veut que les Chinois baissent leur monnaie car elle favorise trop leurs exportations. En Europe c'est l'inverse : l'Euro est tellement haut que l'économie des pays de la zone est à l'agonie : seule l'Allemagne parvient encore à exporter en s'imposant des baisses de salaires.

Chapitre VII - 2008 et sq : *La crise du néo-libéralisme*

Comme le Roi Midas est mort de faim parce que tout ce qu'il touchait se transformait en or, toute l'activité du monde se transforme en paris sur des valeurs financières.

L'argent fou, de plus en plus déconnecté de toute contrepartie réelle depuis 30 ans, ne sait plus où se mettre. Déjà l'éclatement de la bulle spéculative des valeurs Internet en 2001 avait été un sérieux avertissement. Au lieu d'une purge salutaire, les autorités monétaires américaines ont préféré relancer le bouchon encore plus loin en injectant encore plus de liquidités sur les marchés avec des taux voisins de zéro. L'économie américaine vit « hors sol » suspendue à une dette monstrueuse que personne ne peut regarder en face tant elle donne le vertige. La titrisation massive des dettes permet de noyer le monstre dans un magma d'irresponsabilité, construit comme un labyrinthe dont même les mathématiciens qui l'ont conçu ne peuvent retrouver les clés. Inévitablement la confiance s'effondre : chaque banquier regarde alors ses collègues comme plus contaminés (donc voleurs) que lui. C'est la crise.

Pour en sortir il n'y a plus que la vieille recette qui consiste à nationaliser les pertes (après avoir privatisé les bénéfiques). L'épouvantail de la crise de 1929 permet de mettre à l'amende les contribuables, y compris les plus pauvres, pour éponger l'ardoise.

L'infailible marché (qui n'a ni mémoire ni morale) s'empresse alors de mordre la main qui l'a secouru, suivant sa logique imperturbable il spéculé contre la capacité de remboursement des Etats qui se sont fortement endettés pour sauver les banques. Le problème est qu'on ne pourra pas rejouer une deuxième fois le même tour. L'affaire

n'est pas terminée puisque le monstre, court toujours ... pire, il se relève grandi chaque fois qu'il trébuche car la rumeur formidable de sa chute terrorise chaque fois davantage les peuples subjugués.

Commentaire : L'humanité a fabriqué de ses mains une idole « Le Marché » qui, contrairement au paisible veau d'or, qui se contentait de quelques sacrifices ostentatoires, est un monstre cybernétique qui pousse ses tentacules jusqu'au fond du porte-monnaie de chacun, et qui s'alimente des milliards d'instincts de lucre, petits ou grands, qu'il suscite, flatte, et agrège au trou noir de son ombilic dématérialisé. La croyance entretenue par ses prêtres, que ce Moloch détiendrait la clé de la prospérité future de chacun, lui confère des pouvoirs d'investigation et d'action exorbitants, sans limite, tels qu'aucun despote n'a jamais rêvé. Le big-bang des égoïsmes anonymes fédérés est une invention plus dangereuse que la bombe atomique.

Chapitre VIII - 2010 et sq : La crise de la monnaie unique

La monnaie unique est une monnaie « politique » dont l'objectif était de rendre irréversible la fuite en avant vers une intégration progressive (vers laquelle nombre de pays allaient à reculons). Les déséquilibres territoriaux ne peuvent plus être corrigés par des variations des taux de change. Comme il n'y a ni unité de langue, ni mobilité des travailleurs, ni mécanisme de correction des déséquilibres (le budget européen, dont l'efficacité est fortement réduite par sa captation par des corruptions locales, ne représente que 1% du budget des Etats), les déséquilibres ne peuvent que croître. Il faudrait une politique économique commune qui n'existe pas. Au contraire la monnaie est une fierté identitaire pour les Allemands, dont l'habitude de prendre des vacances estivales dans un pays à monnaie faible, comme la Grèce, est vécue comme la juste récompense d'une année de labeur. A une époque où les Lombards souhaitent divorcer des Napolitains, et les Flamands des Wallons (au prétexte que les uns dilapideraient les économies des autres), c'est inimaginable de mélanger les comptes.

La faillite grecque vient mettre en pleine lumière les contradictions qu'on voulait occulter. Le FMI (selon son habitude) vient cautionner les renflouements au prix de l'acceptation de plans de rigueur insupportables. L'Europe offre le pitoyable spectacle d'un concours de pénitents : à qui flagellera le plus sévèrement son peuple pour mériter le pardon du marché.

Comme la monnaie forte bride les exportations et que l'austérité contracte la demande interne, l'effondrement général (les champions en dernier) est la seule perspective en vue.

Chapitre IX - 1983-2010 : La gauche piégée

JPC demande au PS de reconnaître sa complicité réelle, même si elle a été plus ou moins consciente, dans le processus néolibéral ayant conduit à une Europe anti-démocratique ; faute de quoi la confiance ne pourra pas être reconquise, ni la réflexion repartir sur une base saine.

La chute du mur et la fin de la bipolarisation du Monde a pu cautionner, un temps, la pertinence de la « 3ème voie » des sociaux-libéraux à la Tony Blair. Mais la crise financière, puis la révélation de l'impuissance de l'Europe face à cette crise, jettent une lumière crue sur les faiblesses de son fondement idéologique : la foi en l'absolue « efficacité des marchés », avec la caution magique d'un transcendant « sur-moi européen ».

Les « non » à la Constitution sont venus doucher le consensus. Une explication un peu rapide a été la divergence entre les élites éclairées et les masses attachées aux traditions nationales. On pouvait aussi y voir une classique lutte des classes : entre une élite qui sait profiter des opportunités de la globalisation et une masse qui voit ses emplois délocalisés. Que ces masses votent maintenant de plus en plus à droite devrait réveiller une gauche repliée sur ses bobos.

Chapitre X - 1940-2040 : Finis Francia ?

Contrairement à l'Allemagne, le sentiment collectif est faible en France. La sanglante révolution a laissé des traces : les élites et le peuple ne se font pas spontanément confiance. La succession des abaissements depuis 1918 laisse les élites se convaincre facilement que la France est finie, mais que ce n'est pas grave si l'essentiel des privilèges (la véritable patrie de certains) peut être sauvegardé. La légende que chaque français a été un résistant (de Gaulle cherchant à réconcilier la France avec elle-même) n'efface pas complètement la déconfiture puis la honte. La déconstruction de la France culmine pour finir avec sa soumission totale à la logique libérale (qui lui a fait perdre en quelques années la moitié de son industrie) et son intégration dans une Europe non européenne (qui la prive de ses moyens d'action).

Contenir l'ultralibéralisme ne peut se faire dans un seul pays (même s'il était unanime, ce qui est loin d'être le cas).

L'amendement de l'Europe ne peut pas se faire sans la participation active de l'Allemagne.

Chapitre XI - 2010-2040 : France-Allemagne : sortir de l'Histoire ou la continuer ensemble ?

Après s'être empoignées depuis les guerres napoléoniennes, la France et l'Allemagne s'ignoraient de plus en plus. Après la catastrophe de civilisation qu'a été le nazisme, l'Allemagne se reconstruit moralement pour devenir une nation « normale » avec son droit à un égoïsme politique normal. Rallier la « culture des vainqueurs » consiste à adopter la démocratie, mais aussi le néolibéralisme anglo-saxon. L'Allemagne a fait l'impasse sur sa défense, ce qui contribue à faire de l'Europe un vassal des Etats-Unis et quelque peu un « nain politique ». Au contraire la dissuasion française est vue davantage comme un risque potentiel que comme une protection.

La position centrale de l'Allemagne en fait le pivot de l'Europe européenne. Si elle n'a d'ambition pour elle-même qu'au plan économique, où elle fait cavalier seul, et aucune ambition au plan politique, notamment pour l'Europe, cette-ci est mal partie.

L'alternative est de sortir ensemble de l'histoire, ou de relever les défis suivants : promotion de l'héritage des Lumières dans le monde du XXI^e siècle ; préservation du modèle social ; défense autonome ; alliance sans subordination avec les Etats-Unis ; main tendue à la Russie pour une Europe des peuples ; co-développement avec la Méditerranée et l'Afrique ; régulation économique mondiale.

Chapitre XII : La gauche, la droite et la République du XXI^e siècle

Le retour de la France comme une nation phare du XXI^e siècle (ce qui implique de sortir de la camisole de force maastrichtienne) ne serait pas plus difficile qu'a été le redressement de la France Libre. Pour cela il faudrait tourner le dos à des clivages obsolètes, comme la « tradition » du « grand soir » à gauche, qui fait perdre de vue l'idée républicaine et occulte le fait que la gauche et la droite ont été complices pour abdiquer la souveraineté nationale face à la globalisation. L'une et l'autre ont prétendu alternativement « tout faire » contre le chômage de masse, avec les résultats qu'on connaît.

La crise désarticule les anciennes alliances de classes, à l'inverse l'idéal républicain peut rassembler les bonnes volontés les plus diverses. Sous prétexte de « modernité » la gauche ne doit pas renier ses héritages (même s'ils remontent à la III^e République) : transmission des valeurs et du savoir, civisme, amour de la patrie (qui ne doit pas être abandonné à l'extrême droite, ni condamné au nom d'un dogmatisme « sans-papierisme sans rivage »). Elle ne doit pas laisser à la droite la « gestion empirique des choses », mais retrouver l'hégémonie culturelle (au sens de Gramsci) en faisant vivre concrètement la République.

Chapitre XIII : Le grand pari sur la France du XXI^e siècle : faire revivre le modèle républicain

Une des façons de renouer avec la citoyenneté républicaine est de sortir de la dictature de l'instant présent, de « bougisme » qui tient souvent lieu de « modernité » de substitution. Retrouver le sens de la durée est aussi un axe pour renouer avec les valeurs collectives, en opposition avec l'éphémère « après moi le déluge ».

Deux projets républicains sont proposés : la politique industrielle (qui est le moteur de l'emploi et la revalorisation du travail), l'éducation et la recherche (qui conditionne l'avenir).

Depuis les années 60 (avec l'aéronautique, le spatial, le nucléaire, le TGV, le rattrapage téléphonique ...) la France n'a plus de projets industriels.

La faillite de l'éducation est non seulement la perte de compétence du pays (qui ne sait plus rien fabriquer), la panne de l'ascenseur social (par destruction massive d'emplois qualifiés), le renoncement à la culture (par facilité démagogique) mais aussi la perte du civisme et des ambitions collectives (par nihilisme).

Chapitre XIV : Le grand pari sur la France du XXI^e siècle : organiser la « résilience » de l'Europe

Par résilience de l'Europe, il ne faut pas entendre le retour d'une domination européenne, qui est définitivement derrière nous, mais la survie de notre démocratie, de notre modèle social et de notre capacité d'innovation.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de positionner l'Europe dans le cadre de la guerre froide, mais de la positionner par rapport à l'hégémonie américaine puis chinoise. Il faut agir à trois niveaux : national, européen et mondial.

Il s'agit de redresser l'Europe à partir de ses nations, en respectant les vocations de chacune (en particulier au niveau du couple central franco-allemand), sans renier les acquis communautaires, mais en améliorant les institutions actuelles de manière pragmatique et progressive. Pas tant « plus d'Europe » que « une autre Europe ». Au nombre des projets d'intérêt communs sont : la complémentarité avec la Russie, le dialogue avec la Méditerranée et l'Afrique, la présence auprès des pays émergents, la sortie du carcan des marchés financiers.

Chapitre Conclusions :

L'avenir de la jeunesse ne doit pas se décider à Wall Street ou à la City. L'Europe qui a été mise en place dans les années 1980 est un handicap. Ce ne sont pas les atouts qui manquent à notre pays, mais la volonté et l'imagination.

Il n'y a que deux branches à l'alternative :

- Se résigner à sortir de l'histoire
- Ou redevenir une nation libre et consciente d'elle-même, qui soit un modèle républicain pour les autres, et l'âme d'une Europe « résiliente ».

Commentaires : Certes l'avenir ne doit pas se décider à la Bourse (la Corbeille comme disait le Général). Certes, avoir délégué notre destin à une Europe qui n'est aujourd'hui que le « Cheval de Troie » du néolibéralisme tend à sortir la France de l'Histoire.

Faut-il pour autant s'investir à fond dans une Nation française dont seule la renaissance peut nous tirer de ce mauvais pas ? N'est-ce pas une forme de repli identitaire (sans aller jusqu'à dire que cela ressemble un peu trop aux discours populistes et xénophobes qui fleurissent un peu partout en Europe, sur le même fond de frustrations, ce qui serait montrer qu'on n'a rien compris au livre) ? Il est certainement nuisible de ranimer l'opposition classique entre l'universalisme (réputé intégrateur) et la fidélité à sa communauté (réputé séparatiste) car les deux sont consubstantiels à chaque être humain, qui n'est jamais issu du néant, ni réductible à sa seule origine. Certes, il est plus réaliste d'agir localement que prétendre vouloir n'agir qu'au niveau global. Si on est d'accord sur les objectifs, peut être que la polémique se réduit à une question de tactique : pour susciter une « autre Europe » faut-il passer par la case : « moins d'Europe » ?

Mais les problèmes qui se posent aujourd'hui sont majoritairement globaux : sécuritaires, écologiques et technologiques. Les soubresauts de l'Histoire n'épargneront aucune petite ou grande Suisse. JPC est plus que négatif à l'égard du mouvement écologiste qu'il dit être « animiste ». Certes, il existe quelques extrémistes, davantage amoureux des papillons que des humains, mais notre destin est lié à la biosphère, laquelle survivra à notre disparition, et pas l'inverse. A problèmes globaux, réponses globales. Il faudrait être naïf pour croire que l'Europe va nous tirer d'affaire malgré notre paresse. Mais, au lieu de tourner le dos à une Europe qui nous déçoit, il faut agir de l'intérieur pour l'amender. La citoyenneté européenne n'est que le prototype d'une citoyenneté mondiale, qui sera seule en mesure de répondre aux problèmes globaux qui montent à l'horizon. Cette citoyenneté mondiale aura certainement quelque filiation avec une certaine déclaration de 1789.

Comprendre. Comprendre pour agir. Comprendre comment nous en sommes arrivés là. Trouver les ressorts pour en sortir. Ouvrage après ouvrage, Jacques Généreux approfondit sa réflexion. Il avait notamment écrit « la Dissociété » (avril 2007). [Je tiens à la disposition des lecteurs qui le souhaiteraient mes notes de lecture sur cet ouvrage].

Courrier des lecteurs. Réactions à la note de lecture N° 7 (La grande régression, Jacques Généreux)

JCM : Je suis bien d'accord avec : "la gauche est devenue la championne de l'inconsistance idéologique et a perdu la confiance des classes populaires"

Quand on voit le Portugal, on comprends l'impasse où est l'idéal européen et l'idée de progrès. C'est assez désespérant.

Avec les catastrophes écologiques annoncées, il y en a qui disent qu'on est embarqué dans un avion, sans savoir s'il y a une piste d'atterrissage au bout...

J'ai encore une meilleure image qui est une histoire vraie : une catastrophe aérienne au Brésil, le pilote et le copilote (l'un assis à droite, l'autre à gauche, comme il se doit) sont partis dans une mauvaise direction, car ils regardaient un match de foot. Quand ils se sont aperçu de leur erreur, l'avion était déjà loin, au dessus de la forêt amazonienne, avec pas assez d'essence pour rejoindre un aéroport quelconque ...

P.S. Les écologistes ont bien raison de protester contre ce saccage de la forêt.

N.T. : Mais comment vous positionnez vous par rapport aux situationnistes ?